

Direction des Collectivités
Locales

Perpignan, le 18 juin 2014

Bureau Urbanisme, Foncier
et Installations classées
Dossier suivi par : Cathy SAFONT
Tél : 04.68.51.68.66

Mél : @pyrenees-orientales.pref.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE N°2014169 - 0006

Mettant en demeure la société SA GUINET DERRIAZ de constituer des garanties financières pour l'exploitation de sa carrière située sur la commune de Baixas

LE PREFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le code de l'environnement et notamment l'article R. 516-1 qui indique que les carrières sont des installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;

VU l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1585 du 23 mai 2003 autorisant la société SA GUINET DERRIAZ à exploiter une carrière de marbre sur le territoire de la commune de Baixas, pour une durée de 30 ans ;

VU le courrier de relance de l'inspecteur des Installations Classées en date du 20 mai 2014 demandant la transmission de l'attestation de renouvellement des garanties financières sous un délai de 8 jours ;

CONSIDÉRANT que la société ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté d'autorisation susvisé concernant le renouvellement de ses garanties financières au plus tard 3 mois avant l'échéance de celles-ci ;

CONSIDÉRANT que lorsque les garanties financières ne sont pas renouvelées, il convient de mettre en demeure l'exploitant de renouveler ses garanties financières ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société SA GUINET DERRIAZ le 4 juin 2014 ;

Considérant l'absence d'observation de la société sur ce projet ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Pyrénées Orientales ;

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ARRÊTÉ

La société SA GUINET DERRIAZ, dont le siège social est situé 100, rue des Fougères à LYON, est mise en demeure de produire une nouvelle attestation de garanties financières concernant la carrière à ciel ouvert de marbre sise au lieu-dit « Les Espereres » sur la commune de Baixas, avant le 10 juillet 2014.

ARTICLE 2 : SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PENALES

Si, à l'expiration du délai fixé à l'article 1, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues notamment à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées.

ARTICLE 3 : SUSPENSION D'ACTIVITE

L'activité sera suspendue à expiration des garanties financières.

ARTICLE 4 : CONTENTIEUX

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de MONTPELLIER, conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement et du décret n° 2010-1701 du 30/12/10 portant application de l'article L.514-6 :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 5 : INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par la voie administrative et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Orientales.

Ampliation en sera adressée à :

- M. le Maire de la commune de BAIXAS ;
- M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement ;
- M. l'Ingénieur Subdivisionnaire de la DREAL à PERPIGNAN ;

chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

A PERPIGNAN, le **18 JUIN 2014**

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,


Pierre REGNAULT de la MOTHE